



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13 place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFA COLLECTIVITES

40 avenue Georges Pompidou
BP 309
15000 Aurillac

Références : [20230911-RAPINS-15-145-LAFA](#)
Code AIOT : 0005600137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement LAFA COLLECTIVITES implanté 40, avenue Georges Pompidou BP 309 15000 Aurillac. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre d'une action régionale sur les thématiques foudre et électricité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFA COLLECTIVITES
- 40, avenue Georges Pompidou BP 309 15000 Aurillac
- Code AIOT : 0005600137
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFA Collectivités exploite au 40, avenue Georges Pompidou une usine de fabrication de mobilier destiné aux collectivités. Toutefois, il est à noter que :

- initialement, le site appartenait et était exploité par une même entité : LAFA Mobilier,
- depuis 2012, LAFA Collectivités a acheté les activités à LAFA Mobilier, mais pas le bâti du site,
- LAFA Collectivités loue les locaux à LAFA Mobilier.

Pour l'administration, le site est réglementé notamment par :

- l'arrêté n° 2008-1244 du 17 juillet 2008 autorisant l'exploitation d'une usine de fabrication de meubles par la SA LAFA MOBILIER, sur les communes d'Aurillac et Arpajon sur Cère ;
- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- électricité,
- foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

À la date de la présente visite, aucune déclaration de cessation d'activité, ni aucune déclaration de changement d'exploitant n'a cependant été déposé auprès de l'Inspection de l'environnement pour ce site, que ce soit par l'ancien exploitant (Lafa Mobilier) ou le nouvel exploitant (Lafa Collectivités).

L'inspection propose donc de mettre en demeure le nouvel exploitant Lafa Collectivités : de régulariser sa situation administrative, aujourd'hui illégale, en faisant une déclaration de changement d'exploitant. Il est à préciser qu'en cas de non respect de cette prescription, cela conduirait l'exploitant à ne plus bénéficier du principe d'antériorité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Zones à atmosphère explosive	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.2.1	/	Sans objet
4	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5	/	Sans objet
6	Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble du site est dans un état de vétusté avancé et présente d'importantes dégradations :

- présence de profonds trous ("Nids-de-poule") sur les voiries du site, y compris celles permettant une intervention des services de secours,
- bâtiments qui sont d'origine et devenus délabrés. Les toitures présentent des signes importants de dégradations dues à l'usage du temps, impliquant des infiltrations pluviales au droit de l'activité ICPE.

Aucun travaux de maintenance n'est réalisé sur le site, hormis sur quelques moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs et robinets d'incendie armés) et sur les machines.

Des non-conformités liées aux installations de protection contre la foudre sont observées depuis 2012.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La S.A. LAFA MOBILIER dont le siège social est situé 40 avenue Georges Pompidou 15000 Aurillac, est autorisée à exploiter à l'adresse précitée les installations détaillées dans les articles suivants.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection constate que le seul panneau signalant le site est au nom de Lafa Collectivités, et non au nom de Lafa Mobilier. L'exploitant rencontré lors de la présente visite, LAFA Collectivités, a indiqué exploiter les activités sur le site depuis 2012. Un bail commercial du 28/02/2012 a été présenté à l'inspection. LAFA Collectivités a également indiqué n'avoir jamais procédé au changement d'exploitant conformément à l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral (AP) du 17/07/2008 et à l'article R. 181-47 du Code de l'environnement. De plus, en ce qui concerne le respect de dispositions réglementaires, selon les dires de LAFA Collectivités, comme l'arrêté préfectoral est désigné au nom de LAFA Mobilier (l'ancien exploitant, mais qui reste propriétaire des lieux), pour LAFA Collectivités les exigences que demande l'administration doivent être à la charge de LAFA Mobilier. Dans le cas où LAFA Collectivités n'a pas signalé le changement d'exploitant, depuis 2012, cet exploitant exploite donc un site ICPE de manière illégale. L'inspection de l'environnement propose à Monsieur le Préfet du Cantal de mettre en demeure l'exploitant actuel LAFA Collectivités de régulariser sa situation administrative, en procédant à la déclaration de changement d'exploitant conformément à l'article L. 181-15 et R.181-47 du Code de l'environnement, sous un délai de 1 mois . Dans ce cas, l'AP existant du 17/07/2008 devient opposable à l'exploitant, et peut faire valoir la pré-existence des bâtiments et installations. Il est à noter que l'exploitant doit prendre en considération qu'une demande de changement

d'exploitant lui confère des droits mais également des obligations de l'autorisation d'exploiter même s'il n'est pas propriétaire des bâtiments, restés la propriété de LAFA Mobilier. Dans ce cas, en cas de non respect de prescriptions, l'exploitant actuel peut être mis en demeure de respecter ces prescriptions au titre de l'article R. 171-8 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du Code du travail.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la présente visite, Lafa Collectivités a démontré avoir accès en temps réel à un inventaire de substances dangereuses sur le site. Le tonnage des matières, ainsi que le type de conditionnement sont disponibles dans cet inventaire.</p> <p>L'exploitant est conforme sur cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux abritant la chaufferie, le traitement de surface et les magasins de stockages (produits finis et matières premières du bâtiment 3) sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.
Constats : La surface des exutoires de fumées représente 1 % de la surface géométrique de la toiture. Ce point est non conforme à l'article 7.3.2.4 de l'AP du 17/07/2008. L'inspection constate que depuis plusieurs années, l'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec l'article 7.3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et n'a pas transmis de demande d'adaptation des conditions d'exploitation conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement. Etant donné que : <ul style="list-style-type: none">- la surface des exutoires est non-conforme à l'article 7.3.2.4 de l'AP du 17/07/2008,- aucune demande de dérogation n'a été déposée,- cette situation a commencé avec l'ancien exploitant (Lafa Mobilier) et perdure avec le nouvel exploitant (Lafa Collectivités), l'inspection propose à M. le Préfet du Cantal de mettre en demeure sous 9 mois l'exploitant de mettre en conformité la surface des exutoires à l'article 7.3.2.4 de l'AP du 17/07/2008. En cas d'impossibilité, l'exploitant dépose une demande d'adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral, sous 3 mois, accompagnée de tous les éléments d'appréciation (conditions d'accès des services de secours en cas d'incendie, mesures compensatoires, etc.) conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois / 3 mois

N° 4 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que Lafa Collectivités possède des archives des contrôles de vérification périodique des installations électriques. Les contrôles de 2020, 2021 et 2022 sont au format informatique. Les actions correctives sont réalisées progressivement selon un ordre de priorité et tracées dans un fichier de type tableur. Un taux de suivi des actions à corriger, quelle que soit la priorité, est également réalisé.</p> <p>En complément, des contrôles par thermographie sont réalisés à une période différente de la vérification électrique pour s'assurer de l'évolution des actions correctives. Par sondage, le rapport Q19 du 29/11/2021 a été contrôlé. Le rapport Q19 de ces contrôles est enregistré sur le réseau de la société.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Zones à atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 7.2.2 de l'AP du 17/07/2008, l'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie et/ou d'explosion. Il distingue 3 types de zones : - les zones à risque permanent ou fréquent, - les zones à risque occasionnel, - les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins. Le zonage des installations est réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX. Il est porté à connaissance de l'organisme en charge de la vérification des installations électriques.
Constats : Un plan des zones ATEX a été présenté à l'inspection. Lafa Collectivités a indiqué que ce plan est à mettre à jour, car des zones ont évolué. Le cas de la zone dite Z21 (maintenant avec canalisation et aspiration cyclofiltre) a été présentée à l'inspection. Demande n°1 : sous un délai de 3 mois, Lafa Collectivités transmettra un plan ATEX à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Mise en demeure

N° 6 : Perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : • [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides).
Constats : En équipements importants pour la sécurité et alimenté en électricité, le site ne dispose que d'un système d'extinction automatique (aucune centrale de report d'alarme). Il n'y a pas d'alimentation électrique de secours pour les machines, donc pas de consignes/procédures en cas d'arrêt. En cas de coupure, les machines s'arrêtent tout de suite sans conséquence selon les dires de Lafa Collectivités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.6 Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : <u>Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 7.3.2.6 :</u> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. <u>Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 16 :</u> Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux

intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

- toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;
- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160, 2250, 2345 ,2420 ,2430 ,2450 ,2531 ,2541 à 2552, 2562, 2566 à 2570, 2620 à 2661, 2670 à 2681, 2718, 2770, 2771, 2782, 2790, 2791, 2795, 2797, 2910 et 2950 ;

Constats :

Il n'y a aucune installation de protection contre la foudre sur le site. Le site est non conforme sur ce point.

Lors de la présente inspection du 19/01/2023, l'exploitant actuel a présenté une analyse risque foudre (ARF) élaborée pour le compte de Lafa Mobilier (l'ancien exploitant) en 2010. En effet, conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, la réalisation d'une ARF était applicable aux sites existants à partir du 1er janvier 2010. Ensuite, la mise en place des dispositifs de protection étaient applicables aux installations existantes à partir du 1er janvier 2012.

Depuis, aucun travaux de protection contre la foudre n'a été réalisé ni par l'ancien exploitant (LAFA Mobilier), ni par le nouveau exploitant (LAFA Collectivités).

L'inspection avait noté que les conclusions de cette ARF (élaborée par l'Apave) étaient les suivantes :

- les bâtiments 1 et 2 ne nécessitaient pas de protection contre la foudre. Le bâtiment 3 nécessitait une protection contre la foudre de niveau IV et des parafoudres sur la ligne téléphonique. Une étude technique avait été produite afin de définir les systèmes de protection à mettre en place ;
- en parallèle de cette étude, l'exploitant (Lafa Mobilier) avait demandé à l'APAVE de réaliser une analyse du risque foudre sur la bâtiment 3 en prenant l'hypothèse que la partie expédition du bâtiment 3 était séparée du reste du bâtiment par un mur-coupe-feu 2 heures. Dans ce cas de figure, le risque avait été qualifié de tolérable.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, il est constaté :

- d'une part que les travaux préconisés par l'étude technique foudre n'ont pas été réalisés,
- d'autre part que la partie expédition n'est pas séparée du reste du bâtiment pour un mur coupe-feu 2 heures qui aurait pu permettre de s'abstenir d'une protection contre la foudre de niveau IV.

Par ailleurs, depuis la signature de l'AP du 17/07/2008, la réglementation sur la protection contre la foudre a évolué. Notamment l'article 16 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) précise quelles sont les installations classées soumises aux dispositions de la section III dudit arrêté. Cet arrêté ministériel est applicable aux anciennes comme aux nouvelles installations.

L'exploitant actuel ayant indiqué avoir les mêmes activités que l'ancien exploitant, le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique n°2566-1a (nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique). Au titre de cette rubrique n°2566-1a, le site est donc soumis à la réglementation relative à la protection contre la foudre. Dans le cas où l'exploitant actuel souhaite reprendre l'AP du 17/07/2008 (cf. demande n°1), l'article 7.3.2.6. de ce même AP restera applicable sur ce site.

De plus, le site étant également soumis à la rubrique n°1510, au titre de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'entrepôt doit être équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Etant donné que :

- l'absence d'installations de protection contre la foudre est une non-conformité à deux arrêtés ministériels (04/10/2010 et 11/04/2017) et à l'article 7.3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 17/07/2008,
- cette situation a commencé avec l'ancien exploitant (Lafa Mobilier) et perdure avec le nouvel exploitant (Lafa Collectivités),

l'inspection propose à M. le Préfet du Cantal de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 6 mois de :

- soit mettre en place des installations de protection contre la foudre comme préconisé dans l'ARF,
- soit de construire un mur coupe-feu 2 h dans le bâtiment expédition pour s'affranchir des installations de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois